



PLAN DE TRAVAIL DU CONSEIL NATIONAL ITIE 2019

CONTEXTE GENERAL

Déclaré pays candidat en 2008, la Côte d'Ivoire a satisfait aux exigences de l'ITIE et est devenue pays conforme ITIE en Mai 2013 à Sydney - Australie. Au cours de cette même période, le Conseil de l'ITIE a adopté une nouvelle Norme, lors de la conférence mondiale de Sydney sur l'Initiative de Transparence des Industries Extractives (ITIE). Ces nouvelles règles contenues dans la Norme ITIE 2016 visent à renforcer la transparence et la responsabilisation dans le secteur, et à fournir un outil de réforme afin d'assurer que les revenus provenant des ressources extractives contribuent au développement des pays riches en ces ressources et que les citoyens reçoivent plus d'avantages.

La Côte d'Ivoire a été réévaluée en 2018 sur la base de norme ITIE 2016. Le Conseil d'Administration a conclu suite à sa décision du 8 mai 2018, que la Côte d'Ivoire a accompli des "Progrès Significatifs" dans la mise en œuvre globale de la Norme ITIE 2016. Chaque exigence et sous exigence a également fait l'objet d'évaluation.

L'évaluation de l'exigence 1.5 relatif au plan de travail exige des efforts d'amélioration en vue de la prochaine validation en Novembre 2019. En effet, conformément à l'exigence 1.5 de la Norme ITIE 2016, le Groupe multipartite est tenu de convenir et de tenir à jour un plan de travail, entièrement chiffré et compatible avec les échéances de déclaration et de Validation fixées par le Conseil d'administration de l'ITIE.

Ce plan de travail reflète les priorités nationales du secteur des industries extractives tout en prenant en compte les enseignements tirés des précédentes années de mise en œuvre de la Norme ITIE et surtout des recommandations de la Validation de Mai 2018. Les objectifs globaux qui guident l'élaboration de ce plan 2019 se résument autour de la mise en œuvre des recommandations de la validation 2018 et du renforcement de la gouvernance du secteur extractif. Il s'agit de façon spécifique de :

- Réformer et renforcer la gouvernance du GMP et le cadre de discussion des parties prenantes pour une mise en œuvre de l'ITIE dynamique et efficace
- Poursuivre et Renforcer la communication autour des activités du CN-ITIE
- Mettre en œuvre les recommandations issues des précédents Rapports ITIE et de la validation 2018 de la Côte d'Ivoire
- Renforcer l'adhésion et l'implication des populations et l'utilisation TIC au processus ITIE
- Renforcer la participation des sociétés d'Etat et faciliter l'accès aux informations dans le cadre du processus ITIE
- Renforcer la participation des sociétés extractives
- Renforcer les capacités des parties prenantes et communautés locales
- Produire et Publier les Rapports ITIE 2017 et 2018 conformément aux exigences de la Norme ITIE
- Réformer le rapportage ITIE à travers des divulgations régulières et systématique, et des données ouvertes

- Faciliter la divulgation des bénéficiaires effectifs des entreprises dans le secteur minier et pétrolier.

CONTEXTE ET PRIORITES NATIONALES

Le golfe de Guinée a été depuis longtemps un important producteur d'hydrocarbures et continue d'attirer l'investissement étranger direct ciblé sur les hydrocarbures de l'Afrique. Les champs pétroliers ivoiriens sont situés dans ce golfe entre les frontières libérienne et ghanéenne. La zone offshore, s'étalant de la côte jusqu'à 150 km en mer, inclut les gisements à forts potentiels. La richesse de la Côte d'Ivoire provenant du secteur des hydrocarbures est essentiellement constituée des industries de pétrole brut et du Gaz réparties sur le territoire conformément à la carte pétrolière régulièrement mise à jour.

En terme de priorités au niveau du secteur de l'Energie et des Hydrocarbures, l'on peut noter :

- la promotion et la signature de nouveaux permis d'exploration (CPP) et la Décision Finale d'Investissement (FID) pour la mise en développement de gisement marginal de gaz déjà identifiés ;
- le lancement des travaux de construction des infrastructures à la suite de la finalisation des études réalisées en 2018 ;
- le prolongement du pipeline reliant Abidjan à Bouaké d'une longueur de 385 Km, jusqu'à Ferkessedougou où un nouveau dépôt pétrolier devra être construit dans le cadre de la nouvelle société pipeline ;
- la réalisation du projet de Stockage Massif, qui permettrait de corriger les insuffisances d'infrastructures logistique et intensifier les activités de trading et de « blending » dans les zones des ports autonomes d'Abidjan et de San-Pedro ;
- l'amélioration des performances techniques, environnementales et financières de la SIR ;
- la consolidation des stocks de sécurité et la desserte du Burkina Faso et du Mali à partir de Yamoussoukro par la GESTOCI.

Sur le plan de l'Energie, le gouvernement de Côte d'Ivoire souhaite développer et exploiter le potentiel énergétique de la Côte d'Ivoire selon les quatre axes stratégiques de développement suivants :

- Fiabilité et Sécurité d'approvisionnement ;
- Accès à l'énergie pour tous;
- Préoccupations Environnementales;
- Pôle Energétique régional.

Au niveau de l'électricité, plusieurs travaux et projets de réhabilitation et de développement des ouvrages du réseau électrique et centrales thermiques constituent une priorité du gouvernement. C'est le cas des centrales thermiques à gaz Ciprel 5 et Azito 4 qui illustrent l'importance du développement du secteur de gaz pour le gouvernement et l'Etat de Côte d'Ivoire dans la mise en œuvre de son programme social.

En ce qui concerne le secteur minier, la Côte d'Ivoire dispose de ressources minières importantes constituées d'or, de fer, de manganèse, de bauxite, de nickel, de cobalt, de diamant et de cuivre. Ces ressources sont encore faiblement exploitées. A ce jour, seuls l'or et le manganèse sont exploités en Côte d'Ivoire de façon industrielle.

Cependant, le secteur minier ivoirien a connu un dynamisme particulier ces dernières années avec notamment la promulgation du nouveau Code Minier en 2014 et la levée en avril 2014 de l'embargo qui frappait l'exportation des diamants de la Côte d'Ivoire depuis 2005 par le Conseil de sécurité de l'ONU. Ce Code intervient dans le cadre des actions engagées au niveau du pays d'instaurer un cadre réglementaire transparent qui garantit à la fois les intérêts de l'Etat, des investisseurs et des populations riveraines des sites d'exploitation. Il prévoit notamment l'obligation de respect des principes et critères de gouvernance édictés par l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) par les opérateurs du secteur.

Aujourd'hui, le gouvernement souhaite positionner le secteur minier **comme le deuxième pilier de l'économie ivoirienne par l'Etat, transformer ce secteur en un véritable pourvoyeur de richesses aux niveaux national et local. C'est d'ailleurs en cela que le gouvernement a créé un ministère à part entier des Mines et de la géologie.**

Selon le ministère des Mines et de la Géologie, sur la période 2015 à 2017, les investissements réalisés dans le secteur sont estimés à 303 milliards de FCFA, avec un chiffre d'affaires, sur la même période, passé de 385,4 à 539,07 milliards de FCFA. Cet accroissement de l'activité minière et des ressources induit un impact significatif au niveau local.

Par ailleurs, en vue de lutter contre le chômage et contribuer à l'autonomisation des jeunes et des femmes des zones d'extraction, des ressources sont mises à la disposition des Comités de Développement Locaux Minier (CDLM) pour la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus, notamment dans le domaine agropastoral, la construction d'infrastructures socio-économiques, l'initiation d'activités sportives et l'incitation à l'épargne.

Récemment, le Ministère des Mines et de la Géologie a installé la Commission interministérielle des substances explosives (CISE) et la Commission interministérielle des mines (CIM), toutes deux dédiées à la régulation du secteur minier.

Ainsi, au niveau du secteur des mines, le développement du secteur artisanal et la gestion de l'orpaillage clandestin d'une part et le développement des infrastructures géospaciales d'autres part constituent les priorités du ministère en charge des mines et donc de l'Etat de Côte d'Ivoire. C'est en cela que plusieurs initiatives dont la création des chantiers écoles, la réactivation des comités techniques locaux pour éviter la recolonisation des espaces par les orpailleurs clandestins, le nettoyage du cadastre minier et la reprise des autorisations d'attribution figurent au nombre perspectives ou actions en cours de mise en œuvre par le Ministère en charge des Mines.

En ce qui concerne les initiatives de gouvernance, en dehors de l'ITIE, la Côte d'Ivoire a adhéré à d'autres initiatives de promotion de transparence et de lutte contre la corruption telles que le Partenariat pour le Gouvernement Ouvert (PGO). Le PGO est une initiative mondiale pour la transparence et l'intégrité de l'action publique et des agents publics, et l'utilisation des nouvelles technologies en faveur de l'ouverture et de la redevabilité. La Côte d'Ivoire y a adhéré en 2015 et est à son 2^{ème} plan d'actions 2018-2020. Ce plan d'actions est structuré autour des axes du secteur extractif, de la santé, de la lutte contre la corruption, l'ouverture des données, de l'accès à l'information, de la transparence budgétaire et de la pluralité d'expression.

METHODOLOGIE DE L'ELABORATION DU PLAN DU TRAVAIL 2019

L'élaboration du plan de travail 2019 a vu la contribution de plusieurs acteurs. En effet, un projet de plan de travail a été élaboré par le Secrétariat Permanent et le Secrétariat Technique ITIE. Le projet du plan de travail 2019 a été élaboré en prenant en compte les anciens plans stratégiques, le rapport de validation et les observations sur le plan de travail, les exigences de la Norme ITIE et les priorités nationales. Le CN-ITIE a ensuite sollicité la contribution et les observations des différentes parties prenantes et acteurs qui ne siègent pas au sein du Groupe Multipartite. Il s'agit entre autres des ONG et associations travaillant dans le cadre de la gouvernance du secteur extractif sous la conduite de la Coalition Publiez Ce Que Payez. Le Groupement des Miniers de Côte d'Ivoire (GPMCI) a été également consulté. Enfin, certains partenaires techniques et financiers, tel que le Projet GRSE/GIZ, ont été consultés.

Le projet final du plan de travail 2019 a été soumis au Conseil National – ITIE. Il convient de noter que le projet de plan de travail a fait l'objet de présentation et de discussion au cours de sa session du 06 Juin 2019. Le Secrétariat Permanent ITIE a également harmonisé et envoyé par mail aux membres du Conseil National ITIE la version harmonisée pour observation et approbation finale.

Par ailleurs, le plan de travail 2019 a été discuté et révisé, au cours d'un atelier, à la suite de la nomination des nouveaux membres, du 10 au 12 Octobre 2019.

FINANCEMENT

Le budget de l'Etat est la principale source de financement de la mise en œuvre de l'ITIE en Côte d'Ivoire. En plus de ce financement de l'Etat, la GIZ, l'UEMOA, la Banque Mondiale et bien d'autres partenaires financent certaines activités du plan d'actions du CN-ITIE. Les différents financements reçus de l'Etat et des partenaires couvrent les coûts liés au fonctionnement, aux salaires du personnel du Secrétariat, aux indemnités du GMP ainsi que le budget alloué à la réalisation des activités. Le budget total du plan d'actions 2019 qui se chiffre à **383 953 350** FCFA.

FINANCEMENT DU PLAN ANNUEL 2019

PARTENAIRES	Contribution en FCFA	Contribution en % au budget total
Budget CN-ITIE -Etat	207 000 000	53,91
Banque Mondiale	61 953 350	16,14
GRSE/GIZ	65 000 000	16,93
UEMOA	5 000 000	1,30
Financement à rechercher	45 000 000	11,72
TOTAL	383 953 350	100

PLAN DE TRAVAIL 2019									
OBJECTIF GENERAL : Mettre en œuvre des recommandations de la validation 2018 et contribuer au renforcement de la gouvernance du secteur extractif									
Axe stratégique			Périodes	Responsabilités	Résultats attendus	Indicateurs	Sources de vérification des Indicateurs	Coûts estimés (FCFA)	
								2019	Source de financement
OBJECTIF SPECIFIQUE 1 : Réformer et renforcer la gouvernance du GMP et le cadre de discussion des parties prenantes pour une mise en œuvre de l'ITIE dynamique et efficace conformément à la recommandation du rapport de validation 2018									
Fonctionnement et Gouvernance	Action 1.1 : Mettre en œuvre les recommandations du Rapport de validation et des Rapports de conciliation sur la gouvernance du GMP	Activité 1.1.1 : organisation de 4 réunions de travail pour élaborer les projets de décret de création, les arrêtés nécessaires Règlement Intérieur et manuel de procédures	Mars 2019 – Mai 2019	Conseil National ITIE	<ul style="list-style-type: none"> - Au moins quatre (04) rencontres de discussion sur la révision des textes et la gouvernance. - Les projets de décret et arrêtés ainsi que le RI du CN-ITIE sont discutés et élaborés 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de participants 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports des ateliers ; - Le projet de décret - Les projets d'arrêtés - Le Projet de RI 	1 500 000	Budget CN-ITIE
		Activité 1.1.2 : Réunions de validation des documents (décrets, arrêtés, RI, etc.) par les membres du CN-ITIE Rencontres avec les parties prenantes	Juin 2019 – Juin – Juillet 2019	Conseil National ITIE	<ul style="list-style-type: none"> - Une réunion de validation des documents (décret, arrêtés, RI) est organisée ; - Les documents sont discutés et validés - 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de participants aux réunions ; - Nombre de réunions 	<ul style="list-style-type: none"> - PV des réunions de validation ; - Le projet de décret - Les projets d'arrêtés - Le Projet de RI ; - Liste de présence - Le décret et les arrêtés 	-	Budget CN-ITIE
		Activité 1.1.3 : Soumission au Gouvernement, Ministères et entités concernées	Juin-Juillet 2019	Conseil National ITIE Le Président	Le projet de décret est soumis au Cabinet du Ministre en charge de l'Economie	<ul style="list-style-type: none"> - Le projet de décret - Le rapport de présentation 	Le décret signé	-	-
		Activité 1.1.4 : Elaboration et Publication du manuel de procédure et des états financiers du CN-ITIE	Octobre – décembre 2019	Conseil National ITIE Le Président	Le manuel de procédure et les états financiers du CN'ITIE sont élaborés et publiés	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de rapports financiers - Nombre de rencontres pour élaborer le manuel 	<ul style="list-style-type: none"> - Le manuel de procédure ; - Les états financiers 	-	-

		Activités 1.1.5 : Sensibiliser les collèges du secteur privé extractif et la société civile à mettre en place une procédure de désignation de leurs membres au sein du CN-ITIE	Octobre - décembre 2019	Conseil National ITIE Le Président	Les procédures de désignation des membres des collèges du secteur privé extractif et de la société civile sont publiées sur le site du CN-ITIE	Les modèles de procédures	Les courriers du CN-ITIE	-	-
<u>Action 1.2 :</u> Organiser les sessions du CN-ITIE	Activité 1.2.1 : Organisation des 4 sessions statutaires		Janvier - Décembre 2019	Secrétariat Technique ITIE Conseil National ITIE	Les sessions et réunions du CN-ITIE sont organisées.	Nombre de sessions et de réunions	Les Procès-Verbaux et Ordre du jour	40 000 000	Budget CN-ITIE
<u>Action 1.3 :</u> Organiser une session de formation des membres du CN-ITIE	Activité 1.3.1 : Organisation d'un atelier de formation des membres sur la nouvelle Norme ITIE et les nouvelles dispositions ITIE		Octobre 2019	Secrétariat Technique ITIE Conseil National ITIE	Un atelier de formation des membres sur la Norme ITIE 2019 et les nouvelles orientations de l'ITIE est organisé	Nombre de participants	Les Procès-Verbaux et liste de présence	15 000 000	Budget CN-ITIE
Action 1.4 : Installer le nouveau GMP	Activités 1.4.1 : Identification des acteurs à inviter et envoi de courriers d'invitation Activités 1.4.2 : Organisation d'une communication autour de la cérémonie d'installation avec la participation des ministres de tutelle		Novembre 2019	Conseil National ITIE Le Président	Le nouveau GMP est officiellement installé et fonctionnel	Nombres de participants	Les publications et images	-	-
Action 1.5 : sensibilisation sur les activités de du CN-ITIE	Activités 1.5.1 : Sensibilisation du parlement (commission spécialisée) à faire une déclaration publique sur l'ITIE ;		Novembre - Décembre	Conseil National ITIE Le Président	Une séance de discussion débat est organisée avec un panel de Députés	Nombres de Députés à la séance	Rapport de la séance et les images	-	-
Action 1.6 : Mettre en place une coordination des actions des entreprises extractives	Activité 1.6.1 : Sensibilisation des entreprises pétrolières et minières (courriers, séances de travail,...)		Octobre - décembre 2019	Conseil National ITIE	Les sous collèges du secteur pétrolier et minier ont mis en place une coordination des activités d'information et de sensibilisation	Nombre de courriers et de séances de travail	Courriers et rapports des séances de travail	-	-

Sous-Total									56 500 000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 2 : Poursuivre et Renforcer la communication autour des activités du CN-ITIE										
Communication et dissémination	Action 2.1: Diffuser et disséminer les rapports ITIE 2016 et 2017 et le rapport d'activités annuel 2018	Activité 2.1.1 : Organisation des conférences publiques et ateliers d'information	août - décembre 2019	Conseil National ITIE	Les conférences publiques et des ateliers d'information sont organisés	-Nombre de conférences publiques organisées -Nombre d'ateliers d'information organisés	Liste des participants Une conférence publique Un atelier d'information	10 000 000	CN-ITIE	
		Activité 2.1.2: Atelier Organisation des campagnes d'information et de sensibilisation et débats avec les communautés locales en collaboration avec les OSC	août - décembre 2019	Conseil National ITIE Secrétariat Technique ITIE PCQVP – Côte d'Ivoire	Des campagnes d'informations, de sensibilisations et des débats avec les communautés locales sont organisées dans au moins 2 localités	Nombre de campagnes d'information et de sensibilisation et débats avec les communautés locales organisées	Rapports de mission	7 500 000	BM	
	Action 2.2: Evaluer la mise en œuvre effective de la Stratégie de communication et mettre en place en place une stratégie adaptée à l'évolution du contexte ITIE	Activité 2.2.1 : Atelier d'évaluation de la stratégie de communication	octobre - Décembre 2019	Conseil National ITIE Secrétariat ITIE	Un atelier d'évaluation de stratégie est organisé	Nombre de participants	Rapport d'évaluation	10 000 000	CN-ITIE	
		Activité 2.2.2 : Elaboration d'un document de stratégie de communication adaptée	Novembre 2019 – Mars 2020	Conseil National ITIE Secrétariat ITIE	Le document de stratégie de communication du CN-ITIE est élaboré et vulgarisée	Nombre de séance de travail et d'ateliers	- Rapport des rencontres ; - Document de stratégie de communication	15 000 000	CN-ITIE	
Sous-Total								-	42 500 000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 3 : Faire le suivi de la mise en œuvre les recommandations issues des précédents Rapports ITIE et de la validation 2018 de la Côte d'Ivoire										
Validation ITIE	Action 3.1: Suivre les recommandations et préparer la validation de la Côte d'Ivoire	Activité 3.3.1 : organisation d'un atelier d'auto évaluation et élaboration d'une fiche et plan de suivi des mesures correctives restantes	octobre 2019	Conseil National ITIE	Les ateliers d'Echanges et de discussions sur la validation sont organisés Les actions correctrices restantes ont été identifiées pour leur mise en œuvre urgente dans le cadre de préparation de la validation.	Nombre de participants	- PV de l'atelier - Rapport d'autoévaluation et de suivi	20 000 000	Budget CN-ITIE	
Sous-Total								-	20 000 000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 4 : Promouvoir les données ouvertes et réformer le rapportage ITIE à travers une divulgation systématique des données										
Réutilisation des données Ouvertes et implication des populations	Action 4.1: Susciter une réutilisation des données ITIE	Activité 4.1.a Conception et mise en ligne d'une plateforme open data Activité 4.1.b	Aout - décembre 2019	Secrétariat Technique ITIE Conseil National ITIE	L'implication des entreprises extractives est renforcée	-Nombre de rencontres -Nombre d'atelier de renforcement de	PV des Rencontres ; Rapports ITIE	15 000 000	UEMOA CN-ITIE	

		Elaboration des TdR : Organisation d'un concours du meilleur Startup de visualisation et de réutilisation des données ITIE - Sélection et mise en place du Jury et formation ; - Lancement de l'appel à candidature, réception des dossiers et évaluation ; - Organisation d'une cérémonie de remise de prix				capacités ; Nombre de candidatures ; Nombre d'applications développées			
Transparence des contrats	Action 4.4: Renforcer la transparence des procédures d'octroi des contrats	Activité 4.4.1 : Recensement des contrats et publication expérimentales de certains contrats	Juillet - Décembre 2019	Secrétariat Technique ITIE Conseil National ITIE	Au moins 3 CPP sont publiés ;	Nombre de contrats publiés	Le lien de publication ;	--	-
TOTAL								15 000 000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 5 : Renforcer la participation des sociétés d'Etat, des sociétés privées et faciliter l'accès aux informations dans le cadre du processus ITIE									
Participation des Sociétés d'Etat, des sociétés extractives et accès aux données extractives	Action 5.1 : Faire le suivi de la Publication les états financiers certifiés et des principaux documents financiers de PETROCI et SODEMI	Activité 5.1.1 : Mise en place d'un mécanisme de suivi de la publication des états financiers certifiés des principaux documents financiers Activité 5.1.2 : Suivi de la mise à jour des sites web des entreprises d'Etat et préparation des entreprises d'Etat à la mise en œuvre de l'exigence 2.6.c (publication des règles et pratiques)	2019	Conseil National ITIE	Les états financiers analytiques de la PETROCI et de la SODEMI sont régulièrement publiés	- Courriers - Plan de suivi	Sites web SODEMI et PETROCI	500 000	CN-ITIE
	Action 5.2 : Elaborer une base de données ITIE et sur le secteur extractif	Activité 5.2.1 : organisation de Séances de travail avec toutes les parties prenantes en particuliers les Sociétés d'Etat et les structures administratives et mise en place d'un plan de suivi Activité 5.2.2 (a) : Elaboration d'une Matrice consolidée des acteurs et intervenants du secteur minier et du secteur pétrolier Activité 5.22 (b) : Sensibilisation des acteurs et intervenants du secteur minier et du secteur pétrolier	Octobre - Décembre 2019	- Secrétariat Technique ITIE - Conseil National ITIE - GPMCI - Secteur Pétrole	Une base de données ITIE et sur le secteur extractif est mise en place ; les acteurs et intervenants du secteur extractif sont sensibilisés	Nombre de séances de travail organisées La matrice des acteurs et intervenants ; Nombre de rencontres ou ateliers	- Listes/ PV - Site web du CN ITIE - Matrice des acteurs et intervenants	30 000 000	CN-ITIE et partenaires à rechercher
Renforcement des capacités et Transparence des CDLM	Action 5.3 : Renforcement des capacités des Comités de développement locaux miniers (CDLM)	Activité 5.3.1 : Organisation d'un atelier de partage d'expérience des anciens CDLM sur l'impact social et la nature des paiements et le reportage ITIE Activité 5.3.2 : Atelier de formation et de sensibilisation des 5 nouveaux CDLM sur les Rapports ITIE, la nature des paiements et leur participation dans l'élaboration des rapports ITIE 2018	Février - Septembre 2019	Secrétariat Technique ITIE Conseil National ITIE GIZ	- Au moins 10 ateliers de sensibilisation, de formation sont organisés au profit des CDLM ; - Au moins 2 CDLMs bénéficient d'un système de coaching pour la mise en place d'un guide de déclaration des CDLMs ; - Un forum de discussion	Nombre d'ateliers à l'intention des CDLM Nombre de participants Nombres de CDLMs qui bénéficient du	Les rapports des ateliers La liste de présence des participants Rapport d'assistance de l'expert Rapport de mission de sensibilisation	41 000 000 5 000 000	GIZ CN ITIE

		<p>Activité 5.3.3 a : Atelier de formation et renforcement des capacités des points focaux ITIE des CDLM sur les procédures d'élaboration des Rapports conformément aux principes ITIE et aux bonnes pratiques</p> <p>Activité 5.3.3 b : Recrutement d'un expert et mise en place d'un système de coaching et d'assistance pour au moins deux (02) CDLM dans le cadre de la préparation au rapportage des données 2018</p> <p>Activité 5.3.4 : Atelier de partage et de discussions sur les leçons apprises lors de la mise à l'essai du nouveau modèle/Guide de déclaration</p> <p>Activité 5.3.5 : Sensibilisation et diffusion sur les données liées aux dépenses des CDLMs dans les rapports ITIE</p> <p>Activité 5.3.6 : Suivi et encadrement des CDLM et suivi des données liées aux dépenses des CDLMs dans les rapports ITIE</p>			interactif à travers les radios communautaires est mise en place	coaching Le guide standard de déclaration des CDLMs ; Le nombre d'émissions radios				
Renforcement des capacités des acteurs de la société civile et des élus locaux	Action 5.4 : Renforcement des capacités des OSC et communautés locales	Activité 5.4.1 : Organisation d'un atelier de formation des OSC, et communautés locales sur la gouvernance du secteur extractif, l'ITIE et le contrôle citoyen sur la gestion des ressources naturelles	Octobre – Novembre 2019	Secrétariat Technique ITIE Conseil National ITIE	Un atelier de formation des osc et communautés locales sur la gouvernance du secteur extractif, l'ITIE et le contrôle citoyen est organisé	Nombre de participants ; Le nombre de participants issus des osc, des communautés	La liste des participants ; Le Rapport d'atelier	18 530 000	Banque Mondiale	
	Action 5.5 : Renforcement des capacités des Universitaires sur l'ITIE et le secteur extractif	Activité 5.5.1 : Organisation d'un atelier de formation des Universitaires sur la gouvernance du secteur extractif, l'ITIE et le contrôle citoyen sur la gestion des ressources naturelles	Octobre – Décembre 2019	Secrétariat Technique ITIE Conseil National ITIE	Un atelier de formation des universitaires sur la gouvernance du secteur extractif, l'ITIE et le contrôle citoyen est organisé	Nombre de participants ; Le nombre de participants issus des osc, des communautés	La liste des participants ; Le Rapport d'atelier	3750 000	Banque Mondiale	
	Action 5.6 : Renforcement des capacités des parlementaires et élus locaux sur l'ITIE et le secteur extractif	Activité 5.6.1 : Organisation d'un séminaire de formation des parlementaires, les Conseillers Régionaux et Maires sur l'ITIE et la chaîne de valeurs, la planification en matière de Gouvernance des Industries Extractives, la Responsabilité sociale des entreprises et du gouvernement envers les citoyens et les communautés	A partir de Novembre 2019	Secrétariat Technique ITIE Conseil National ITIE	Un séminaire de formation des parlementaires, des Conseillers Municipaux et des Maires est organisé	Nombre de participants ; Le nombre de participants issus des parlementaires, conseils régionaux et mairies	La liste des participants ; Le Rapport d'atelier	32 173 350	Banque Mondiale	
Sous-Total									130 953 350	
OBJECTIF SPECIFIQUE 6: Publier régulièrement les Rapports ITIE et rapport d'avancement										
Publication des rapports ITIE et rapport d'avancement	Action 6.1 : Finaliser et publier le rapport de conciliation 2017	Activité 6.1.1 Finalisation et publication du Rapport ITIE 2017	Janvier – octobre 2019	Secrétariat Technique ITIE Conseil National ITIE	Le Projet de Rapport ITIE est présenté et discuté ; Le Rapport final est discuté, validé et publié	Nombre de réunions	Rapport ITIE 2017		Budget CN-ITIE	
		Activité 6.1.2 : Dissémination et vulgarisation du Rapport	novembre – décembre	Secrétariat Technique ITIE	Les Rapports ITIE 2016-2017	Nombres de rapports et	Rapports de dissémination et de	25 000 000	Budget CN-	

		ITIE 2016-2017	2019	Conseil National ITIE	sont disséminés et vulgarisés	documents de dissémination et de vulgarisations	vulgarisation		ITIE
	Action 6.2: Préparer et réaliser le rapport de conciliation 2018	Activité 6.2.1 : Préparation, discussion et validation des TDR (seuils de matérialité, niveau de désagrégation, identification des obstacles potentiels à la conciliation,..) selon les exigences de l'ITIE	Novembre – décembre 2019	Secrétariat Technique ITIE Conseil National ITIE	Les TDR sont préparés, discutés et validés	Nombre de réunions préparés, discutés et validés	Les TDR	65 000 000	Budget CN-ITIE
	Action 6.3: Elaborer et publier le rapport d'avancement	Activité 6.3.1 : Préparation, élaboration du rapport d'avancement Activité 6.3.2 : Evaluation de l'impact par la société civile, discussion et validation par le Comité de pilotage	– octobre 2019 octobre 2019	- Secrétariat Technique ITIE - Conseil National ITIE - PWYP	Le Rapport d'avancement est élaboré, validé et publié	- Rapport de la société civile - Rapport d'avancement	Le Rapport d'avancement	5 000 000	UEMOA
- Sous-Total								95 000 000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 7 : Mettre en œuvre des recommandations de l'étude sur la propriété réelle et engager une déclaration pilote									
Propriété Réelle	Action 7: Mettre en œuvre la feuille de route sur la propriété Réelle et les recommandations des études techniques et juridiques	Activité 7.1 : Atelier et Discussion au niveau national sur les résultats, les leçons apprises et la révision des textes	Juillet – Décembre 2019	Secrétariat Technique ITIE Conseil National ITIE	Des discussions avec l'ensemble des parties prenantes sont engagées Le cadre juridique et institutionnel de la mise en œuvre de l'ITIE est renforcé	Nombre d'actions menées	Les TDR, Rapports de consultations, Projets de textes et textes	24 000 000	GIZ
Sous total								24 000 000	
TOTAL								383 953 350	